Le monde en mouvement

FAUT POUSSER FAUCI!

« En près de cinq décennies de service public, je n'ai jamais publiquement soutenu aucun candidat.» D' Anthony Fauci, indigné d'avoir été utilisé par Trump dans un clip de campagne.

L'UE VEUT SANCTIONNER LA RUSSIE

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se sont entendus lundi à Luxembourg pour sanctionner la Russie pour l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny. «L'idée est d'aller vite», explique un diplomate à l'AFP.

epuis quinze ans, plus de 40 000 femmes ont été soignées par vos équipes alors qu'une paix a officiellement été signée en RDC en 2003. Où en est cette guerre guasi oubliée?

DENIS MUKWEGE La situation politique, sécuritaire et humanitaire est très grave, pourtant nous percevons un effet de fatigue et une certaine lassitude de la communauté internationale, malgré le fait que la situation humanitaire est encore l'une des plus tragiques au monde, notamment en termes de personnes déplacées (plus de 5 millions) et alors que le climat sécuritaire et politique reste très préoccupant et volatil. Sur le plan politique, les élections de 2018, qui ont eu lieu après deux ans de retard, n'ont été ni transparentes ni régulières, et les institutions d'appui à la démocratie telles que la Cour constitutionnelle et la Commission électorale ont perdu leur légitimité et leur crédibilité. Au niveau sécuritaire, il existe toujours plus d'une centaine de milices qui sèment la terreur dans de nombreuses régions. Un récent rapport du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC) s'alarme de la détérioration de la situation des droits humains dans les provinces en conflit, en particulier en Ituri, au Nord et au Sud Kivu, mais aussi au Tanganyika, et a documenté plus de 4000 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC au cours du premier semestre de l'année 2020, parmi lesquelles on compte un bilan humain très lourd de plus de 1300 morts! Chez nous, les chiffres ne diminuent pas du tout. Rien qu'au mois d'août, au niveau de mon hôpital à Panzi et dans les centres hospitaliers que nous gérons dans le Nord et le Sud Kivu, nous avons reçu 248 victimes de violences sexuelles, ce qui fait en moyenne 8 par jour. Pourtant, nous pensons que le chemin de la paix existe, et il passera par la justice, par une gouvernance démocratique et un commerce transparent et responsable des minerais.

Votre ancien hôpital, celui de Lemera, a été la cible d'une violente attaque en 1996, que s'est-il passé?

DENIS MUKWEGE Le 6 octobre 1996, le monde dans lequel j'avais commencé ma vie professionnelle s'est écroulé: plus de 35 de mes patients et des membres du personnel soignant de l'hôpital de Lemera, dans la province du Sud Kivu, ont été sauvagement massacrés. Cette date restera pour toujours

gravée dans ma mémoire et marque le début de la première guerre du Congo (1996-1998) et des atrocités de masse commises dans notre pays. Les troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) qui se présentaient comme des «libérateurs », dirigées par Laurent Désiré Kabila et soutenues par le Rwanda commen-

«Aucune famille, aucune communauté n'a été épargnée par ces décennies de conflit armé.»



L'hôpital de Panzi à Bukavu, fondé et dirigé par le docteur Denis Mukwege, permet à toutes les victimes de violences sexuelles de se retrouver dans un lieu unique afin d'être prises en charge psychologiquement et médicalement. Sven Torfinn/Panos-Rea

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

«La justice dérange ceux qui veulent le chaos»

Prix Nobel de la paix 2018 pour son travail de réparation des femmes victimes de viol, le docteur Denis Mukwege se bat pour la fin de l'impunité dans son pays. Entretien.

cèrent leur marche à travers le pays pour en chasser les Hutus et mettre fin à l'ère du maréchal Mobutu. Ce crime de guerre commis à l'hôpital de Lemera est répertorié dans le rapport Mapping des Nations unies parmi

les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en RDC entre 1993 et 2003. Vingt-quatre ans après ce massacre, rien n'a été fait pour rendre justice aux victimes et à leur famille, ni pour honorer la mémoire de ceux qui reposent dans une fosse commune sans la moindre plaque commémorative. C'est inacceptable.

Depuis, vous avez été vous-même victime de plusieurs tentatives d'assassinat. Pouvez-vous nous raconter de quelle manière votre vie a été menacée?

DENIS MUKWEGE Dans un monde d'inversion de valeurs, où la manipulation et les mensonges sont légion, dire la vérité, dénoncer la violence et les massacres, et réclamer la fin de l'impunité nous exposent en effet à diverses menaces et intimidations. Le 26 octobre 2012, j'ai échappé de justesse à une tentative d'assassinat. Ma famille a été séquestrée et mon gardien et ami de toujours est d'ailleurs mort en cherchant à me sauver la vie. Plus récemment, notre plaidoyer pour la justice transitionnelle dérange ceux qui ont intérêt à maintenir le chaos organisé en RDC et qui cherchent

à éluder la justice et leurs responsabilités. J'ai reçu divers messages menaçants, ainsi que mon épouse et certains proches collaborateurs.

Le conflit en RDC est considéré comme le plus meurtrier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et vous tentez de mettre en lumière ces crimes en exhumant le rapport Mapping, rendu public en 2010. Comment expliquez-vous cette indifférence de la communauté internationale?

DENIS MUKWEGE Aucune famille, aucune communauté n'a été épargnée par ces décennies de conflit armé. Il faut briser ce cycle de la violence et de l'impunité. Personne ne peut dire que l'on ne sait pas ce qu'il se passe en RDC. La communauté

Le monde en mouvement

internationale y est largement présente depuis des décennies. Les sources d'information crédibles et fiables ne manquent pas. Jour après jour, mois après mois, année après année, de nouvelles violations des droits humains sont documentées, rapportées et analysées. L'absence de mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport Mapping est particulièrement choquante quand on connaît l'ampleur et la gravité des crimes commis. Il faut se souvenir que, même avant sa sortie, des pays incriminés dans le rapport ont fait de fortes pressions pour que ce dernier ne soit pas publié. Nous saluons le courage de la Haut-Commissaire des Nations unies en fonction à l'époque, Me Navi Pillay, d'avoir néanmoins publié le rapport en 2010, mais nous déplorons l'absence de réaction de la communauté internationale et ce système de à « deux poids, deux mesures » qui lui fait perdre toute crédibilité face aux injustices de notre monde.

Paul Kagame a violemment réagi à la publication du rapport Mapping, et accuse ses auteurs de vouloir transformer le Rwanda de pays victime en pays bourreau. Comprenez-vous cette colère de Kigali?

DENIS MUKWEGE Nous pensons que seule une justice indépendante et impartiale est habilitée à établir les chaînes de responsabilités militaires et politiques pour les crimes graves répertoriés dans le rapport Mapping. Personne ne cherche à minimiser la gravité du génocide rwandais, mais chacun doit répondre de ses actes. Des crimes graves ont aussi été commis en RDC par toute une série d'acteurs étatiques et non étatiques, congolais et étrangers. De nombreuses armées étrangères, y compris celles du Rwanda et de l'Ouganda, sont intervenues sur le territoire congolais. Ces mêmes pays ont téléguidé des milices en RDC. Ces faits sont documentés et connus de tous. Chacun doit faire face à ses responsabilités.

La diplomatie américaine en RDC vient d'affirmer soutenir «les efforts visant à obtenir justice et à mettre fin à l'impunité». en se référant explicitement à ce même rapport Mapping. Avez-vous le sentiment que vos efforts sont en train de changer concrètement la situation?

DENIS MUKWEGE Les lignes commencent, en effet, à bouger. L'ambassadeur Hammer est venu nous rendre visite à l'hôpital de Panzi récemment et a réaffirmé que les États-Unis soutiennent les efforts visant à obtenir justice et à mettre fin à l'impunité en RDC. Il faut saisir ce « momentum », et nous sommes avant tout très inspirés par le réveil de la population congolaise, qui s'engage avec de plus en plus de conviction pour exiger que la justice soit rendue. À l'occasion des dix ans de la publication du rapport Mapping, le 1er octobre 2020, des manifestations pacifiques ont eu lieu à Bukavu, à Goma et dans de nombreux endroits du pays, et même en Europe, à Paris, à Bruxelles et à Genève, ce qui nous donne beaucoup d'espoir. Nous sommes encore au début de ce processus de justice transitionnelle, qui, nous l'espérons, nous amènera de la dictature à la démocratie et de la guerre à la paix.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARC DE MIRAMON